



## Séance publique du mardi 29 septembre 2015

Convoqué le mercredi 23 septembre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mardi 29 septembre 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Khanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Véronique DEMON, Anne-Louise KNAPNOUGEL

### Absents :

Gérard LANNELONGUE

## Rapport d'audit du cabinet Ernst & Young sur les locaux associatifs

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre de son marché d'inspection générale externe, la Ville de Montpellier a confié au cabinet Ernst & Young une mission d'audit sur les locaux associatifs, dont les objectifs étaient les suivants :

- Effectuer un état des lieux des procédures d'attribution des locaux associatifs et du pilotage de ces mises à disposition.
- Vérifier l'existence, la conformité et le suivi des conventions d'occupation.
- Vérifier in situ la conformité de l'occupation des locaux en regard des conditions définies dans la convention.
- Proposer des axes d'amélioration permettant d'assurer la qualité et la transparence du dispositif d'attribution des locaux associatifs et garantir la fiabilité et l'efficacité du suivi administratif et financier des conventions signées.

Les principaux constats établis par l'audit à l'issue de la mission peuvent être synthétisés comme suit :

- Manque d'harmonisation des conventions de mise à disposition de locaux selon les directions gestionnaires.
- Absence de document formalisant les règles de fonctionnement de la CALA (commission d'attribution des locaux associatifs).
- Nombreuses associations du périmètre de l'audit ont changé les serrures des locaux sans accord préalable ni information de la collectivité.
- Outil de gestion informatisé insuffisamment exploité.
- Procédure de recouvrement des impayés insuffisamment partagée entre les directions gestionnaires et la trésorerie.
- Plusieurs associations du périmètre de l'audit n'utilisent pas les locaux conformément à la destination prévue dans la convention ou les utilisent peu ou pas.

Sur la base des préconisations formulées par l'audit, la Ville de Montpellier s'est engagée dans une série de mesures correctives :

- Création d'un modèle type de convention de mise à disposition avec une partie "clauses particulières" pour s'adapter aux spécificités.
- Etablissement d'un règlement de fonctionnement de la CALA (membres, rôle et missions).
- Formalisation des états des lieux d'entrée et de sortie des locaux associatifs.
- Interdiction express des changements de serrures sans accord préalable à inscrire dans le modèle type de convention.
- Harmonisation du suivi administratif et financier des locaux (dont le processus de recouvrement) en formant l'ensemble des directions concernées à l'outil AS-TECH.
- Vérification régulière de l'usage des locaux et remise en cause de l'attribution si l'usage du local est modifié sans accord préalable ou si le local n'est pas utilisé.

Le rapport d'audit retraçant les observations et les recommandations du cabinet Ernst & Young a fait l'objet d'une inscription à l'ordre du jour du Conseil Municipal du 29 septembre 2015, est annexé à la présente délibération et est donc consultable à ce titre, comme le prévoit le règlement intérieur de l'assemblée délibérante, 48h avant la séance du Conseil Municipal.

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal de bien vouloir :**

- Prendre acte du rapport d'audit du cabinet Ernst & Young sur les locaux associatifs, ainsi que du débat relatif à ce rapport.

**Le Conseil prend acte**



**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**

A handwritten signature in black ink, appearing to be "Philippe SAUREL".

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 30 septembre 2015**